

Artikel 13

Inhalt

2C_1083/2017, Urteil vom 04.06.2019	1
2C_879/2018, Urteil vom 16.01.2019	2
1B_486/2017, Urteil vom 10.04.2018	2
1B_433/2017, Urteil vom 21.03.2018	2
2C_1054/2016, 2C_1059/2016, Urteil vom 15.12.2017	3
1B_376/2017, Urteil vom 22.11.2017	3
1B_85/2016, Urteil vom 20.09.2016	4
2C_586/2015, Urteil vom 09.05.2016	4
2C_461/2014, Urteil vom 10.11.2014	5
2C_1127/2013, Urteil vom 07.04.2014	6
2C_237/2011, Urteil vom 07.09.2012	6
2C_503/2011, Urteil vom 21.09.2011	7
6B_30/2010, Urteil vom 01. 06. 2010	7
2C_42/2010, Urteil vom 28.04.2010	8
2C_26/2009, 2C_41/2009, Urteil vom 18.06.2009	9
2C_157/2008, Urteil vom 28.04.2008	10
2P.318/2006, 2A.733/2006, Urteil vom 27.07.2007	10
1S.5/2006, 1S.6/2006, Urteil vom 05.05.2006	10
1P.32/2005, Urteil vom 11.07.2005	10
2P.194/2004, arrêt du 23.03.2005	11
2P.4/2004, Urteil vom 10.12.2004	11
2A.444/2004, Urteil vom 13.08.2004	12
8G.9/2004, arrêt du 23.03.2004	12
2A.191/2003, arrêt du 22.01.2004	12
2P.65/2003, Urteil vom 03.10.2003	12

2C_1083/2017, Urteil vom 04.06.2019

Recours contre l'arrêt de la Cour de justice de la République et canton de Genève, Chambre administrative, du 14 novembre 2017 (A/2327/2017)

Art. 5 Abs. 2 lit. d BGFA; Art. 8 Abs. 1 lit. d BGFA; Art. 12 lit. b und c BGFA; Art. 13 BGFA.

Gegenstand dieses Urteils bildete das Gesuch einer Genfer Anwältin, die ihre Geschäftsadresse bei der B. AG im Anwaltsregister hatte eintragen wollen. Der Zweck der B. AG bestand unter anderem darin, unabhängigen Anwälten ein Geschäftsdomizil sowie die für die Ausübung einer Anwaltstätigkeit notwendigen Dienstleistungen anzubieten. Die Commission du Barreau du canton de Genève und der Genfer Cour de Justice sahen darin mehrere Verstösse gegen das BGFA und lehnten die Eintragung ab. Zu Recht, wie das Bundesgericht entschied.

 [2C_1083/2017](#)

2C_879/2018, Urteil vom 16.01.2019

Recours contre l'arrêt de la Chambre administrative de la Cour de justice de la République et canton de Genève du 21 août 2018 (ATA/837/2018)

Art. 13 al. 1 LLCA: secret d'avocat; blâme.

En application de l'art. 13 al. 1 LLCA, l'avocat est le titulaire de son secret et il reste maître de celui-ci en toutes circonstances. L'avocat doit toutefois obtenir le consentement de son client, bénéficiaire du secret, pour pouvoir révéler des faits couverts par le secret. En cas de pluralité de mandants, chacun d'eux doit donner son accord.

En l'occurrence, il ressort des constatations de fait, effectuées sans arbitraire par la Cour de justice, que le recourant a en particulier rédigé plusieurs conventions fiduciaires en faveur de ses clients. Ces diverses conventions, qui faisaient en particulier référence au CO, contenaient toutes des dispositions réglant précisément le mandat du recourant. Par exemple, elles prévoyaient qui assumait les risques découlant du fait qu'aucun retrait de fonds ne pouvait être effectué sans l'accord préalable du mandant ou encore quel mandant pouvait donner des instructions au mandataire et l'effet de ces instructions sur les autres mandants. Cette activité de rédaction, purement juridique, relève de toute évidence de l'activité professionnelle typique de l'avocat, couverte par le secret professionnel, et pas, comme désirerait le faire croire le recourant, de l'activité d'intermédiaire financier. Par conséquent, en s'exprimant dans le cadre d'une procédure d'arbitrage, par déclaration testimoniale, et en y rappelant chronologiquement les conventions fiduciaires successives, constituant justement le résultat de son activité d'avocat, sans avoir préalablement requis l'accord de l'ensemble de ses mandants pour ce faire, le recourant a violé le secret professionnel de l'avocat contenu à l'art. 13 LLCA.

 [2C_879/2018](#)

1B_486/2017, Urteil vom 10.04.2018

Recours contre l'ordonnance du Tribunal des mesures de contrainte du Tribunal pénal de la République et canton de Genève du 10 octobre 2017 (P/9467/2017 16 ESP [STMC/15/2017])

Procédure pénale; levée de scellés.

 [1B_486/2017](#)

1B_433/2017, Urteil vom 21.03.2018

Beschwerde gegen den Beschluss des Bundesstrafgerichts, Beschwerdekammer, vom 4. September 2017 (BE.2017.2)

Verwaltungsstrafverfahren; Entsiegelung.

 [1B_433/2017](#)

2C_1054/2016, 2C_1059/2016, Urteil vom 15.12.2017

Recours contre l'arrêt de la Cour de justice de la République et canton de Genève, Chambre administrative, du 11 octobre 2016

Art. 13 LLCA.

Autorisation de pratiquer la profession d'avocat et d'être inscrits au registre des avocats du canton de Genève.

 [2C_1054,1059/2016](#)

1B_376/2017, Urteil vom 22.11.2017

Recours contre l'ordonnance du Tribunal des mesures de contrainte du canton de Vaud du 31 juillet 2017

Art. 264 al. 1 let. d CPP: Procédure pénale; levée des scellés ; interdiction de séquestrer des documents présentant un rapport avec l'exercice de l'activité d'avocat.

Selon l'art. 264 al. 1 let. d CPP, quels que soient l'endroit où ils se trouvent et le moment où ils ont été conçus, ne peuvent être séquestrés les objets et les documents concernant des contacts entre une autre personne et son avocat, si celui-ci est autorisé à pratiquer la représentation en justice en vertu de la LLCA et n'a pas le statut de prévenu dans la même affaire. En présence d'un secret professionnel avéré, notamment celui de l'avocat au sens de l'art. 171 CPP (ATF 141 IV 77), l'autorité de levée des scellés élimine les pièces couvertes par ce secret. Sur la base des explications circonstanciées du ministère public et du détenteur des éléments saisis, l'autorité écarte les objets/ documents paraissant manifestement dénués de pertinence pour l'enquête pénale.

Dans le cadre de l'activité typique de l'avocat, sont protégés les faits et documents confiés à l'avocat qui présentent un rapport certain avec l'exercice de sa profession (cf. l'art. 321 CP), rapport qui peut être fort tenu. Cette protection trouve sa raison d'être dans le rapport de confiance particulier liant l'avocat et son client, qui doit pouvoir se fier entièrement à la discrétion de son mandataire. S'agissant des confidences, il convient d'examiner si l'intéressé s'adresse au mandataire en raison de ses compétences professionnelles, seules échappant au secret celles qui n'ont aucun rapport avec l'exécution du mandat. Une information est couverte par le secret dès qu'il est reconnaissable pour l'avocat que telle est la volonté de son client, que cette volonté soit explicite ou qu'elle ressorte des circonstances (ATF 117 la 341 et réf.). Bénéficient notamment de la protection conférée par ce secret les faits portant sur la relation entre l'avocat et son client, qu'il s'agisse de l'existence même du mandat et/ou des honoraires (cf. réf.).

L'autorité précédente a rappelé à juste titre que les échanges entre la recourante – représentée par ses administrateurs anciens ou actuels – et les avocats mandatés dans le cadre de la présente cause étaient couverts par le secret professionnel; tel était également le cas de la correspondance avec deux études et les scellés ont ainsi été maintenus sur les pièces y relatives. C'est également avec raison que le Tmc a ensuite relevé que la transmission à titre de copie d'un courrier à un avocat ne suffisait pas pour considérer que ladite écriture serait couverte par le secret professionnel. Dès lors que ce secret protège avant tout la relation

entre le mandant et son mandataire, la recourante ne saurait pas non plus s'en prévaloir sans autre explication pour exclure des courriers reçus, que ce soit dans le cadre de ses activités ou au cours d'une procédure judiciaire, de la part d'avocats agissant au nom de tiers; la recourante ne le soutient d'ailleurs pas. Elle ne conteste pas non plus le fait que le secret professionnel de l'avocat ne peut pas être invoqué lorsque l'avocat en cause agit en tant qu'administrateur d'une des sociétés du groupe auquel appartient la recourante. Seule est donc encore litigieuse l'éventuelle protection conférée par ce secret par rapport aux pièces précisément énumérées par la recourante.

Le Tmc reproche à la recourante de n'avoir pas rempli ses obligations en matière de collaboration (ATF 141 IV 77 et autres); elle n'aurait ainsi pas indiqué de manière suffisamment précise pourquoi ces pièces seraient protégées par le secret professionnel de l'avocat. Cette appréciation ne saurait être suivie. En effet, dans ses écritures devant l'instance précédente, la recourante s'est penchée sur chaque pièce et a donné une explication pour chacune d'entre elles. En tout état de cause, un examen – même sommaire – des pièces litigieuses suffit pour confirmer les éléments avancés, à savoir que ces échanges paraissent entrer dans le champ des activités typiques d'un avocat (représentation en justice et/ou de conseils). Le raisonnement de l'autorité précédente s'explique d'autant moins que certains de ces documents concernent des échanges entre D., agissant pour son compte et/ou pour celui de la recourante, avec les mêmes avocats que ceux mandatés dans la présente cause; il ne peut au demeurant pas être exclu avec certitude que ces courriers seraient sans rapport avec les enquêtes menées par le MPC, respectivement par les autorités portugaises, sur la débâcle du groupe C. (cf. n° XXX). Enfin, indépendamment de la protection conférée par le secret professionnel, la pertinence de certaines de ces pièces pour les besoins de l'enquête n'est pas manifeste (cf. XXX).

Par conséquent, le Tmc ne pouvait, sauf à violer le droit fédéral, prononcer la levée des scellés sur les pièces nos XXX et, partant, ce grief doit être admis.

 [1B_376/2017](#)

1B_85/2016, Urteil vom 20.09.2016

Beschwerde gegen den Entscheid vom 3. Februar 2016 des Zwangsmassnahmengerichts des Kantons Bern

Strafverfahren; Entsiegelung; interne Untersuchung; Berufsgeheimnis.

 [1B_85/2016](#)

2C_586/2015, Urteil vom 09.05.2016

Beschwerde gegen das Urteil des Obergerichts des Kantons Zug, II. Beschwerdeabteilung, vom 2. Juni 2015

Art. 12 BGFA, Art. 13 BGFA und Art. 321 StGB; Entbindung vom Anwaltsgeheimnis, Honorar.

Das Bundesgericht hat sich im vorliegenden Urteil zur Frage geäußert, wann eine Anwältin, resp. ein Anwalt vom Berufsgeheimnis entbunden werden kann, um sein Honorar gerichtlich geltend zu machen. Erstaunlicherweise kommt das Bundesgericht zum Schluss, dass diese Entbindung nur dann gewährt werden darf, wenn die Anwältin resp. der Anwalt darlegt, dass ihm die Kostendeckung über die Erhebung eines Kostenvorschusses nicht möglich war. In allen andern Fällen, d. h. wenn dieser Nachweis nicht erbracht wird, soll nach der neuen Praxis des Bundesgerichts die Entbindung nicht gewährt werden, was faktisch zum Verlust des Honoraranspruchs führt. Dieser Entscheid ist schwer nachzuvollziehen und bedarf einer

Überprüfung. Der Autor der nachstehenden Überlegungen betrachtet den Entscheid als Ausreisser; eine Überprüfung und Korrektur drängt sich bei nächster Gelegenheit auf.

 [2C_586/2015](#)

2C_461/2014, Urteil vom 10.11.2014

Recours contre l'arrêt de la Cour de justice de la République et canton de Genève, Chambre administrative, 1ère section, du 25 mars 2014.

Art. 13 LLCA; Levée du secret professionnel de l'avocat, activité professionnelle typique d'avocat.

La Commission du barreau GE a refusé de délier Me A. de son secret professionnel. Elle a retenu qu'il était établi que X. et Y. avaient donné mandat à Me A. et, selon ce que ce dernier admettait dans ses courriers du 11. 9. 2007 et du 15. 5. 2008, qu'il avait dispensé à ses trois clients des conseils, rédigé un acte pour eux et était devenu dépositaire de documents. A l'exception de ce dernier aspect, son comportement relevait de l'activité professionnelle typique d'avocat, couverte par le secret professionnel. Me A. a recouru auprès de la Cour de justice contre la décision de la Commission du barreau. La Cour de justice a admis le recours et annulé la décision de la Commission du barreau en constatant que Me A. n'était pas lié par le secret professionnel à X. et Y. Elle a retenu en substance que l'activité déployée par A. dans le cadre du mandat en question sortait du cadre strict de son activité d'avocat et n'était dès lors pas couverte par le secret professionnel.

Y. et X. ont fait recours au Tribunal fédéral contre l'arrêt de la Cour de justice. Ils se fondent en premier lieu sur une lettre de Me A. de laquelle il ressort qu'il avait effectué une activité de conseil en proposant une solution dans l'intérêt commun des trois actionnaires.

Le Tribunal fédéral considère ce qui suit : Cette lettre est mentionnée dans la partie en fait de l'arrêt attaqué. Toutefois, dans la partie en droit, il en est fait abstraction. Il s'agit pourtant d'un élément de preuve déterminant. Celui-ci démontre clairement que l'avocat admet du reste expressément l'existence d'un mandat conjoint des trois intéressés. Le fait que l'intimé était auparavant l'avocat d'une seule partie ou qu'il ait ignoré l'arrière-plan du mécanisme mis en place n'y change rien, contrairement à ce que retient la Cour de justice. Si l'autorité précédente estimait qu'il y avait des raisons objectives pour s'écarter du contenu de cette pièce, elle aurait dû l'expliquer et le motiver, et non passer celle-ci sous silence. Il est choquant de ne pas tenir compte de cet élément de preuve en se fondant uniquement sur les déclarations de l'avocat au cours de la procédure de levée du secret professionnel. Or, ces déclarations étaient contestées par les recourants et, comme on vient de le voir, sont clairement en contradiction avec une pièce versée au dossier. En lisant l'arrêt, on ne comprend au demeurant pas comment la Cour de justice a pu constater qu'il n'y a pas eu d'activité de conseil propre à un avocat, alors que l'intimé a lui-même suggéré le mécanisme d'une convention de dépôt-séquestre et qu'il a lui-même rédigé cet acte en faveur des trois actionnaires. Enfin, les juges cantonaux, bien qu'ils aient retenu RECHTSPRECHUNG / JURISPRUDENCE 42 ANWALTS REVUE DE L'AVOCAT 1/2015 des faits opposés à ceux retenus par la Commission du barreau, n'ont nullement expliqué les motifs ayant conduit à cette approche différente.

En tant que l'arrêt attaqué se base de manière prépondérante sur les allégations de l'intimé, fait abstraction d'un élément de preuve décisif et se trompe quant à la portée des allégations des recourants, il est entaché de constatations manifestement inexacts des faits au sens de l'art. 97 al. 1 LTF. Au vu du dossier, il n'est pas

nécessaire de renvoyer l'affaire à la Cour de justice pour nouvelle instruction, le Tribunal fédéral disposant d'assez d'éléments pour corriger l'état de fait, ce que lui permet l'art. 105 al. 2 LTF. Partant, c'est sur la base de l'activité déployée par l'avocat, telle qu'elle ressort en particulier de ladite lettre, et en application de l'art. 13 al. 1 LLCA, que le Tribunal fédéral a admis le recours et annulé l'arrêt attaqué. La Cour de justice ne s'est toutefois pas prononcée, dans l'arrêt attaqué, sur le bien-fondé du refus de la Commission du barreau de délier l'avocat du secret professionnel. Il n'appartient pas au Tribunal fédéral de statuer sur ce point en première instance. Partant, il convient de renvoyer la cause à la Cour de justice afin qu'elle tranche cette question.

 [2C_461/2014, Urteil vom 10.11.2014](#)

2C_1127/2013, Urteil vom 07.04.2014

Beschwerde gegen das Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Zürich, 3. Abteilung, Einzelrichter, vom 25. Oktober 2013.

Art. 321 StGB, Art. 13 Abs. 1 BGFA; Offenbarung des Berufsgeheimnisses, Befreiung von der anwaltlichen Schweigepflicht bei klageweiser Einforderung der Honorarforderung.

Die Rechtsanwälte unterstehen zeitlich unbegrenzt und gegenüber jedermann dem Berufsgeheimnis über alles, was ihnen infolge ihres Berufs von ihrer Klientschaft anvertraut worden ist (Art. 13 Abs. 1 BGFA; vgl. auch Art. 321 StGB). Zu den Tatsachen, welche unter den Schutz des Anwaltsgeheimnisses fallen, gehört schon der Umstand des Bestehens eines Mandats zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten. Deshalb setzt die klageweise Einforderung einer Honorarforderung praxisgemäss eine vorgängige Befreiung des Anwalts von seiner Schweigepflicht voraus (vgl. Urteile 2C_661/2011 vom 17. 3. 2012 E. 3.1; 2C_508/2007 vom 27. 5. 2008 E. 2.1; 1S.5/2006 vom 5. 5. 2006, in: SJ 2006 I S. 489, E. 5.3.1; 2P.313/1999 vom 8. 3. 2000, E. 2; Näheres bei NATER/ZINDEL, in: Kommentar zum Anwaltsgesetz, 2. Aufl. 2011, N. 151 ff. zu Art. 13 BGFA; MAURER/GROSS, in: Loi sur les avocats, Commentaire romand, 2010, N. 406 zu Art. 13 BGFA).

Verweigert der Mandant die Entbindung vom Anwaltsgeheimnis, so kann sich der Rechtsanwalt, der sein Honorar auf dem Rechtsweg einzutreiben sucht, mit einem Gesuch an die Aufsichtsbehörde wenden (für den Kanton Zürich § 33 AnwG/ZH; 215.1). Die Aufsichtskommission entbindet die Anwältin oder den Anwalt vom Berufsgeheimnis, wenn das Interesse an der Offenbarung deutlich höher ist als das Interesse der Klientschaft an der Geheimhaltung (§ 34 Abs. 3 AnwG/ZH). Diese Regelung entspricht der bundesgerichtlichen Rechtsprechung (vgl. Urteil 2C_661/2011 vom 17. 3. 2012 E. 3.1). [...]

Die Entbindung vom Anwaltsgeheimnis hat keinerlei materielle Rechtswirkungen, sondern ermöglicht es dem gesuchstellenden Anwalt bloss, ohne Verletzung des disziplinar- und strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnisses die behauptete Honorarforderung auf dem Klageweg geltend zu machen. Sie präjudiziert einen späteren Zivilprozess über die Honorarforderung in keiner Weise. Die einzige unmittelbare Rechtswirkung, welche der Entbindungsentscheid für den betroffenen (möglichen) Mandanten hat, liegt darin, dass dieser im Umfang, in dem es für die Geltendmachung der Honorarforderung notwendig ist, des ihm ansonsten zustehenden Schutzes durch das Anwaltsgeheimnis verlustig geht (vgl. Urteil 2C_42/2010 vom 28. 4. 2010 E. 3.3).

 [2C_1127/2013, Urteil vom 07.04.2014](#)

2C_237/2011, Urteil vom 07.09.2012

Beschwerde gegen den Entscheid des Kantonsgerichts St. Gallen, III. Zivilkammer, vom 18. Januar 2011.

Art. 8 Abs. 1 lit. d, Art. 12 lit. b und c, Art. 13 BGFA.

Eintragung ins Anwaltsregister.

Anwälte dürfen sich laut Bundesgericht zur Berufsausübung zu einer Kapitalgesellschaft wie einer AG oder GmbH zusammenschliessen. Allerdings muss dabei ihre Unabhängigkeit sichergestellt sein.

 [2C_237/2011, Urteil vom 07.09.2012](#)

2C_503/2011, Urteil vom 21.09.2011

Beschwerde gegen Urteil und Verfügung des Obergerichts des Kantons Zug vom 12. Mai 2011.

Art. 13 Abs. 1 BGFA; Art. 9 BV.

Entbindung vom Anwaltsgeheimnis

Die Rechtsanwälte unterstehen zeitlich unbegrenzt und gegenüber jedermann dem Berufsgeheimnis über alles, was ihnen infolge ihres Berufs von ihrer Klientschaft anvertraut worden ist (Art. 13 Abs. 1 BGFA; vgl. auch Art. 321 StGB). Verweigert der Mandant die Entbindung vom Anwaltsgeheimnis, so kann sich der Rechtsanwalt mit einem Gesuch an die Aufsichtsbehörde wenden. Der Entbindungsentscheid hat keinerlei materielle Rechtswirkungen, sondern ermöglicht es dem gesuchstellenden Anwalt bloss, sich ohne Verletzung des disziplinar- und strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnisses gegen die hier in Frage stehende Strafanzeige zur Wehr zu setzen. Die einzige unmittelbare Rechtswirkung, welche der Entbindungsentscheid für den betroffenen Mandanten hat, liegt darin, dass dieser in jenem Umfang, in dem es für die Abwendung einer ungerechtfertigten Strafverfolgung notwendig ist, des ihm ansonsten zustehenden Schutzes durch das Anwaltsgeheimnis verlustig geht. Zu verweigern ist eine verlangte Entbindung nur dann, wenn die Klientschaft ihrerseits ein höherrangiges Interesse an der Geheimhaltung des Mandatsverhältnisses hat (vgl. Urteil 2C_508/2007 vom 27. Mai 2008 E. 2).

Der Rechtsanwalt kann sich somit grundsätzlich von der Schweigepflicht entbinden lassen, wenn seine persönlichen Interessen an der Bekanntgabe jene des Auftraggebers an der Geheimhaltung derart überwiegen, dass die Schweigepflicht nicht mehr zumutbar ist. Die Schweigepflicht ist insbesondere unzumutbar, wenn sie den Rechtsanwalt daran hindert, sich in einem gegen ihn geführten Straf- oder Disziplinarverfahren zu verteidigen, Angriffe gegen seine Ehre zurückzuweisen oder einen ungerechtfertigten erheblichen Vermögensnachteil abzuwenden (vgl. Art. 38 des bernischen Anwaltsgesetzes vom 28. März 2006; vgl. Urteil 2P.313/1999 vom 8. März 2000 E. 2b).

Auch in der Lehre ist anerkannt, dass die Entbindung zu gewähren ist, wenn der Klient gegen den Anwalt ein Strafverfahren eingeleitet hat; die Verschwiegenheitspflicht entfällt indessen nur soweit, wie es zur Verteidigung des Anwalts erforderlich ist (vgl. CHRISTOF BERNHART, Die professionellen Standards des Rechtsanwalts, 2. Aufl. 2011, S. 168; HANS NATER/GAUDENZ G. ZINDEL, in: Walter Fellmann/Gaudenz G. Zindel (Hrsg.), Kommentar zum Anwaltsgesetz, 2011, N. 168 zu Art. 13 BGFA; KASPAR SCHILLER, Schweizerisches Anwaltsrecht, 2009, N. 660; FRANÇOIS BOHNET/VINCENT MARTENET, Droit de la profession d'avocat, 2009, N. 1927).

 [2C_503/2011, Urteil vom 21.09.2011](#)

6B_30/2010, Urteil vom 01. 06. 2010

Beschwerde gegen das Urteil des Obergerichts des Kantons Zug, Strafrechtliche Abteilung, vom 17. November 2009.

Art. 13 BGFA, Art. 6 Ziff. 3 lit. c EMRK.

Anwaltsgeheimnis, unentgeltliche Verbeiständung.

Könnte der freigesprochene Angeschuldigte den ihm zustehenden Entschädigungsanspruch gegen den Staat

nur unter Verzicht auf das Anwaltsgeheimnis (vollumfänglich) geltend machen, wäre dieses seines Sinns und Zwecks entleert.

Zu den Tatsachen, welche vom Anwaltsgeheimnis erfasst werden, gehört schon der Umstand des Bestehens eines Mandats zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten (vgl. Urteile 2C_508/2007 vom 27. Mai 2008 E. 2.1; 1S. 5/2006 vom 5. Mai 2006, publ. in: SJ 2006 I S. 489, E. 5.3.1). Ist das Mandatsverhältnis, wie im Zusammenhang mit der Entschädigungsfrage bei einem Freispruch, schon bekannt, fällt allerdings nicht jede Information über erbrachte Verteidigungsleistungen unter das Anwaltsgeheimnis, wenn daraus keine Schlüsse auf deren materiellen Inhalt oder die Verteidigungsstrategie gezogen werden können (Urteil 1S. 5/2006 vom 5. Mai 2006 E. 5.3.1). Unproblematisch ist es daher, wenn vom Freigesprochenen im Zusammenhang mit der Beurteilung der Prozessentschädigung verlangt wird, dass die Rechnungspositionen in den eingereichten Honorarnoten auch nach der Art der Tätigkeit (Aktenstudium, Korrespondenz, Besprechung, Telefonate, Verfassen von Rechtsschriften, juristische Recherchen, Teilnahme an Verhandlungen, Reisezeit etc.) spezifiziert werden. Der Freigesprochene wird damit nicht zur Preisgabe von Informationen gezwungen, welche dem Anwaltsgeheimnis unterliegen. Allzu detaillierte Angaben über Art, Ort und Zeit der Vornahme bestimmter Leistungen, welche Rückschlüsse z. B. auf das Verhalten des Beschuldigten oder die Verteidigungsstrategie zulassen, dürfen hingegen nicht verlangt werden (vgl. Urteil 1S. 5/2006 vom 5. Mai 2006 E. 5.3.1). [. . .]

Der Angeschuldigte hat Anspruch darauf, sich durch einen Verteidiger seiner Wahl verteidigen zu lassen (Art. 6 Ziff. 3 lit. c EMRK). Das Recht auf freie Verteidigung kann der Angeklagte nur beanspruchen, wenn er diesen bezahlen kann (Hans-Heiner Kühne, Internationaler Kommentar zur Europäischen Menschenrechtskonvention, 11. Aufl. 2009, N. 546 zu Art. 6 EMRK; Wolfgang Peukert, Europäische Menschenrechtskonvention, 3. Aufl. 2009, N. 300 zu Art. 6 EMRK). Art. 6 Ziff. 3 lit. c EMRK statuiert bei Mittellosigkeit des Angeklagten einen Anspruch auf unentgeltliche Verbeiständung, regelt im Übrigen jedoch die Kostenfolge der Verteidigung beispielsweise im Falle eines Freispruchs nicht. Reichen die dem Angeschuldigten zur Verfügung stehenden Mittel lediglich aus, um einen Rechtsanwalt mit einem durchschnittlichen oder relativ tiefen Stundenansatz zu mandatieren, kann ihm dies nicht schaden. Bietet auch dieser Gewähr für eine wirksame Verteidigung, kann darin keine Verletzung von Art. 6 Ziff. 3 lit. c EMRK gesehen werden, nachdem auch der gänzlich mittellose Angeschuldigte seinen amtlichen Verteidiger nicht frei wählen kann. Die Entschädigung eines tieferen Stundenansatzes als den mit dem privaten Verteidiger vereinbarten verstösst nicht gegen Art. 6 Ziff. 3 lit. c EMRK.

 [6B_30/2010, Urteil vom 01. 06. 2010](#)

[2C_42/2010, Urteil vom 28.04.2010](#)

Beschwerde gegen den Entscheid des Verwaltungsgerichts des Kantons Solothurn vom 26. November 2009.

Art. 13 Abs. 1 BGFA.

Entbindung von der beruflichen Schweigepflicht.

Die Rechtsanwälte unterstehen zeitlich unbegrenzt und gegenüber jedermann dem Berufsgeheimnis über alles, was ihnen infolge ihres Berufs von ihrer Klientschaft anvertraut worden ist (Art. 13 Abs. 1 BGFA; vgl. auch Art. 321 StGB). Zu den Tatsachen, welche unter den Schutz des Anwaltsgeheimnisses fallen, gehört schon der Umstand des Bestehens eines Mandats zwischen dem Rechtsanwalt und seinem Klienten. Deshalb setzt die klageweise Einforderung eines Honorars praxisgemäss eine vorgängige Befreiung des Anwalts von seiner Schweigepflicht voraus. Verweigert der Mandant die Entbindung vom Anwaltsgeheimnis, so kann sich

der Rechtsanwalt, der sein Honorar auf dem Rechtsweg einzutreiben sucht, mit einem Gesuch an die Aufsichtsbehörde wenden. Die Entbindung vom Berufsgeheimnis ist nicht im Anwaltsgesetz geregelt (Pascal Maurer/Jean-Pierre Gross, Loi sur les avocats, Commentaire romand, 2010, N. 390 zu Art. 13 BGFA); es entspricht indessen der Praxis der Kantone, solche Gesuche zu bewilligen, um dem Anwalt die Durchsetzung seiner Honorarforderung gegen seinen Klienten zu ermöglichen (Urteil 2P.313/1999 vom 8. März 2000 E. 2 d). Zu verweigern ist eine verlangte Entbindung nur dann, wenn die Klientschaft ihrerseits ein höherrangiges Interesse an der Aufrechterhaltung des Anwaltsgeheimnisses hat (vgl. Urteil 2C_508/2007 vom 27. Mai 2008 E. 2.3 und Urteil 2P.313/1999 vom 8. März 2000 E. 2 b).

Die Anwaltskammer hat erkannt, dass das Interesse des Anwalts an der gerichtlichen Eintreibung des Honorars jenes der Beschwerdeführerin an der umfassenden Wahrung des Anwaltsgeheimnisses überwiege, weshalb die Befreiung von der beruflichen Schweigepflicht zu erteilen sei. [. .]

Die Beschwerdeführerin [Mandantin X.] verkennt auch im vorliegenden Verfahren, dass der Entbindungsentscheid keine materiellen Rechtswirkungen entfaltet; er ermöglicht es dem gesuchstellenden Anwalt bloss, ohne Verletzung des disziplinar- und strafrechtlich geschützten Berufsgeheimnisses seine behauptete Honorarforderung gerichtlich geltend zu machen. Nachdem die Beschwerdeführerin das Bestehen eines Mandatsverhältnisses – angesichts der bestehenden Vollmacht zu Recht – nicht bestreitet, ist nicht einzusehen, wieso sie sich der Entbindung des Anwalts vom Berufsgeheimnis widersetzt und den dahingehenden Beschluss der Aufsichtsbehörde angefochten hat. Es hätte ihren Interessen wohl besser entsprochen, den Beauftragten selber vom Anwaltsgeheimnis zu entbinden und ihre Einwände gegen die Honorarforderung alsdann im materiellrechtlichen Zivilprozess einzubringen (vgl. Urteil 2C_508/2007 vom 27. Mai 2008 E. 2.3).

 [2C_42/2010, Urteil vom 28.04.2010](#)

[2C_26/2009, 2C_41/2009, Urteil vom 18.06.2009](#)

Recours contre les arrêts de l'Autorité de recours des avocates, des avocats et du notariat du canton de Neuchâtel du 1er décembre 2008.

Art. 12 LLCA; Conflit d'intérêt avocat/notaire; Procédure disciplinaire.

L'art. 12 LLCA dispose que l'avocat exerce sa profession avec soin et diligence (lettre a), en toute indépendance, en son nom personnel et sous sa propre responsabilité (lettre b). Selon l'art. 12 lettre c LLCA, l'avocat doit éviter tout conflit entre les intérêts de son client et ceux des personnes avec lesquelles il est en relation sur le plan professionnel ou privé. A ce titre, l'avocat a notamment le devoir d'éviter la double représentation, c'est-à-dire le cas où il serait amené à défendre les intérêts opposés de deux parties à la fois. Ceci aussi bien pour préserver son indépendance que pour respecter pleinement son obligation de fidélité et son devoir de diligence (ATF 135 II 145 consid. 9.1 p. 154 et les références citées). Ces obligations envers le mandant survivant à la fin du rapport contractuel, l'avocat doit respecter son devoir d'éviter tout conflit d'intérêts également lorsqu'il accepte un mandat contre un ex-client. Ce n'est qu'à ces conditions que sont respectés les buts de la loi sur les avocats qui tend, notamment, à protéger la confiance du public en la profession d'avocat et à garantir la sauvegarde du secret professionnel (art. 13 al. 1 LLCA). En outre, l'incapacité de représentation affectant un avocat rejaillit sur ses associés (ATF 2C_504/2008 du 28 janvier 2009 consid. 9.1).

 [2C_26/2009, 2C_41/2009, Urteil vom 18.06.2009](#)

2C_157/2008, Urteil vom 28.04.2008

Beschwerde gegen die Verfügung des Verwaltungsgerichts des Kantons Bern, Verwaltungsrechtliche Abteilung, vom 15. Januar 2008.

Art. 13, 14 BGFA und kantonbernisches Anwaltsgesetz vom 28. März 2006 (KAG).
Befreiung vom Berufsgeheimnis und Anwaltshonorar.

 [2C_157/2008, Urteil vom 28.04.2008](#)

2P.318/2006, 2A.733/2006, Urteil vom 27.07.2007

Verwaltungsgerichtsbeschwerde und staatsrechtliche Beschwerde gegen den Entscheid des Kantonsgerichts St. Gallen, III. Zivilkammer, vom 7. September 2006.

Art. 3, 13 lit. c und i und 17 ff. BGFA.

Disziplinaufsicht über Rechtsanwälte (befristetes Berufsausübungsverbot).

Der Beschwerdeführer macht geltend, das eidgenössische Anwaltsgesetz schliesse aus, dass der kantonale Gesetzgeber in Vereinbarungen des Rechtsanwalts mit seinem Klienten über das geschuldete Honorar eingreife. Mit dieser Argumentation verkennt der Beschwerdeführer, dass bei Erlass des eidgenössischen Anwaltsgesetzes bewusst auf eine einheitliche Regelung von Honorarfragen verzichtet worden ist. Die Kantone können – wie schon vor Inkrafttreten des eidgenössischen Anwaltsgesetzes – innerhalb der Schranken der Bundesverfassung allgemeine Vorschriften über die Bemessung des Anwaltshonorars aufstellen. Von einer Verletzung des Grundsatzes des Vorrangs des Bundesrechts (Art. 49 BV), auf den sich der Beschwerdeführer implizit beruft, kann deshalb im vorliegenden Zusammenhang keine Rede sein. Der Beschwerdeführer hat sich Krankentaggeldansprüche der Anzeigerin abtreten lassen, wobei die Zessionen nichts mit dem eigentlichen Mandat zu tun hatten, sondern allein der Sicherung seiner Honorarforderungen dienten. Eine derartige Forderungsabtretung ist nicht per se unstatthaft, es ist dabei allerdings in geeigneter Weise vorzugehen und gegebenenfalls auf die besonderen Verhältnisse des Einzelfalls Rücksicht zu nehmen.

 [2P.318/2006, 2A.733/2006, Urteil vom 27.07.2007](#)

1S.5/2006, 1S.6/2006, Urteil vom 05.05.2006

Beschwerden gegen die Entscheide des Bundesstrafgerichts, Beschwerdekammer, vom 31. Januar 2006.

Art. 13 BGFA.

Beschlagnahme; nimmt ein Anwalt gutgläubig Geld unsauberer Herkunft als Vorschuss auf sein Honorar entgegen, wird dieses legalisiert, soweit dafür ebenfalls gutgläubig im Rahmen des vereinbarten Mandats Leistungen erbracht werden. Was im Zeitpunkt, da der Anwalt von der kriminellen Herkunft des Geldes erfährt, noch übrig ist, kann dagegen von den Strafbehörden zugunsten der Geschädigten einbezogen werden.

 [1S.5/2006, 1S.6/2006, Urteil vom 05.05.2006](#)

1P.32/2005, Urteil vom 11.07.2005

Staatsrechtliche Beschwerde gegen das Urteil des Obergerichts des Kantons Zug, Justizkommission, vom 19. November 2004.

Art. 13 BGFA.

Strafverfahren; anwaltliches Editions- und Zeugnisverweigerungsrecht, strafprozessuale Informationssperre.

 [1P.32/2005, Urteil vom 11.07.2005](#)

2P.194/2004, arrêt du 23.03.2005

Verwaltungsgerichtsbeschwerde gegen das Urteil des Verwaltungsgerichts des Kantons Genf vom 18. Mai 2004.

Art. 8, 9, 12, 13, 17, 18, 34 BGFA und Genfer Anwaltsgesetz vom 26. April 2002.

Dauerndes Berufsausübungsverbot, Berufsregeln, persönliche Voraussetzungen, Berufsgeheimnis, Disziplinar massnahmen, Löschung des Registereintrages, Verfahren.

Definitives Berufsverbot für einen Genfer Kollegen, welcher schon dreimal wegen Verletzung von Berufspflichten disziplinarisch bestraft und überdies wegen Nötigung und ANAG-Verstoss zu einer bedingten Gefängnisstrafe von sechs Monaten verurteilt worden war. Im vorliegenden Entscheid ging das Bundesgericht im Einzelnen auf diese Vorfälle ein und hielt fest, das Genfer Verwaltungsgericht habe zu Recht angenommen, diese Vorfälle seien bewiesen und es sei der Anspruch, gehört zu werden, nicht verletzt. Auch stehe fest, dass der Genfer Kollege mit der Summe der ihm vorgeworfenen Verstösse gegen das Berufsrecht die anwaltlichen Pflichten in schwerer Weise verletzt habe. Daran ändere nichts, dass einzelne Verstösse nicht sanktioniert worden seien. Das Verhalten dieses Anwaltes belege seinen fehlenden Respekt vor den Gesetzen, Gericht und Behörden. Der Schluss sei erlaubt, dass er nicht fähig sei, sich an die Berufspflichten zu halten. Eine definitive Berufseinstellung sei nicht unverhältnismässig und das Verwaltungsgericht habe sein Ermessen nicht überschritten. Das Bundesgericht stützte seine Erwägungen auf das BGFA und das neue Genfer Anwaltsgesetz und hielt fest, es bleibe für die Beurteilung des Verhaltens ohne Bedeutung, dass diese vom Verwaltungsgericht nach altem Recht vorgenommen worden sei, welches im Übrigen nicht günstiger sei. Das Bundesgericht behandelte das als staatsrechtliche Beschwerde eingereichte Rechtsmittel gegen das Berufsverbot als Verwaltungsgerichtsbeschwerde.

 [2P.194/2004, arrêt du 23.03.2005](#)

2P.4/2004, Urteil vom 10.12.2004

Staatsrechtliche Beschwerde gegen den Beschluss des Kantonsrats des Kantons Zürich vom 17. November 2003.

Art. 8, 12, 13 BGFA, Freizügigkeitsabkommen (FZA).

Prozessfinanzierung. Rüge der Verletzung von Art. 9, 27, 36 Abs. 3, 49 Abs. 1 BV sowie der Vertragsfreiheit.

Zur Frage des Verbots der Vereinbarung einer Prozessfinanzierung bzw. deren Vermittlung; keine Verletzung der derogatorischen Kraft des Bundesrechts (Art. 49 Abs. 1 BV), weil § 41 Abs. 1 lit. b AnwG/ZH einen anderen Sachverhalt regelt als Art. 12 lit. e BGFA (E. 3).

Generelles Verbot der Prozessfinanzierung unzulässig; kein Verstoss gegen die Berufsregeln (E. 4.5).

Mögliche Interessenkonflikte zwischen Klient und Prozessfinanzierer stellen keinen hinreichenden Grund dar, Prozessfinanzierungen insgesamt zu verbieten. Allfälligen sich daraus ergebenden Konfliktsituationen kann durch das bereits geltende Anwaltsrecht (Art. 12 und 17 BGFA) entgegengewirkt werden. Der selbständige Anwalt untersteht nicht den Weisungen des Prozessfinanzierers und soll auch nicht in einem sonstigen Abhängigkeitsverhältnis zu diesem stehen (E. 4.6).

Prozessfinanzierer sind nicht ohnehin vom Verbot des Erfolgshonorars nach Art. 10 der Verordnung über die

Rechtsschutzversicherung (RSV-VO) erfasst (E. 4.7).

Keine Notwendigkeit zum generellen Verbot der Prozessfinanzierung. Die kantonale Verbotsnorm erweist sich als unverhältnismässig und verletzt damit die Wirtschaftsfreiheit (E. 4.8).

 [2P.4/2004, Urteil vom 10.12.2004](#)

2A.444/2004, Urteil vom 13.08.2004

Beschwerde gegen den Beschluss des Kassationsgerichts des Kantons Zürich vom 23. Juni 2004 sowie gegen den Beschluss der Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte im Kanton Zürich vom 6. Mai 2004.

Offenbarung des Berufsgeheimnisses; streitige Honorarforderung; Entbindung vom Berufsgeheimnis, soweit zur Wahrung und Durchsetzung der Honoraransprüche nötig.

Das Kassationsgericht des Kantons Zürich trat auf die Nichtigkeitsbeschwerde des Beschwerdeführers nicht ein, weil gegen Entscheide von Aufsichtskommissionen dieses Rechtsmittel ausgeschlossen ist (E. 2).

Zur Anfechtung des Beschlusses der Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte im Kanton Zürich ist die Beschwerdefrist von 30 Tagen abgelaufen; Beschwerde genügt nicht als nachgeholtete Rechtshandlung im Sinne von Art. 35 Abs. 1 OG (E. 3).

Nichteintreten; Beschwerde ist offensichtlich unzulässig (E. 5).

 [2A.444/2004, Urteil vom 13.08.2004](#)

8G.9/2004, arrêt du 23.03.2004

 [8G.9/2004, arrêt du 23.03.2004](#)

2A.191/2003, arrêt du 22.01.2004

 [2A.191/2003, arrêt du 22.01.2004](#)

2P.65/2003, Urteil vom 03.10.2003

Staatsrechtliche Beschwerde gegen den Beschluss der Aufsichtskommission über die Rechtsanwälte im Kanton Zürich vom 6. Februar 2003.

Art. 9 und 29 Abs. 2 BV.

Offenbarung des Berufsgeheimnisses; streitige Honorarforderung; Befreiung vom Anwaltsgeheimnis, soweit zur Eintreibung der Honorarforderung notwendig.

Verhältnis der Verwaltungsgerichtsbeschwerde zur staatsrechtlichen Beschwerde. Frage offen gelassen, da den Rügen des Beschwerdeführers weder im Verfahren der staatsrechtlichen Beschwerde noch in demjenigen der Verwaltungsgerichtsbeschwerde Erfolg beschieden wäre (E. 2).

 [2P.65/2003, Urteil vom 03.10.2003](#)